

Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Mahmoud Abbas, Président de l'Autorité palestinienne, sur les relations franco-palestiniennes et les efforts en faveur de la paix entre Israël et les Palestiniens, à Bethléem le 24 juin 2008.

M. MAHMOUD ABBAS - Au nom de Dieu clément et miséricordieux, je suis heureux d'accueillir aujourd'hui le Président Nicolas SARKOZY, notre ami, ici en Palestine, dans la ville de Bethléem qui est le berceau du Christ, le messager de la paix et de l'amour. Nous aimerions vous souhaiter la bienvenue cher ami. Je vous souhaite la bienvenue en mon nom propre et au nom du peuple palestinien.

Nous aimerions vous remercier profondément pour les efforts que vous avez fournis personnellement, efforts considérables pour la tenue de la conférence de Paris, pour les donateurs, pour soutenir l'autorité nationale palestinienne.

Nous vous remercions également parce que vous confirmez et vous réitérez dans toutes les institutions la nécessité d'une paix, d'une solution juste sur de bonnes bases au conflit qui secoue notre région et également la nécessité de créer un Etat palestinien au côté de l'Etat israélien pour que la paix s'instaure et que le peuple puisse enfin en jouir.

Nous accordons beaucoup de prix, Monsieur le Président, à votre soutien et aux efforts très nobles que vous avez fournis pour soutenir le processus de paix global et juste dans la région. Comme vous l'avez dit hier, nous nous tournons vers vous pour que la naissance de l'Etat palestinien avec Al Quds, Jérusalem, pour capitale, pour que cela devienne une réalité sur le terrain, libre de toute colonisation, de tout mur, libre de l'occupation dans les frontières du 4 juin 1967 et également un état libre de toute violence. Pour que notre peuple puisse retrouver sa liberté, décider lui-même de son propre destin en toute indépendance et en toute souveraineté, tout comme cela est le cas pour tous les autres peuples du monde.

Nous voulons que les peuples de la région puissent jouir de la paix et de la sécurité et de la stabilité dans une atmosphère de climat et de coopération. Une atmosphère de coopération régionale et de relations de bon voisinage. Tout cela dépend de la levée de l'injustice historique dont a été victime notre peuple depuis 60 ans et de l'allègement des souffrances quotidiennes du peuple palestinien. Il y a 11 000 prisonniers palestiniens, il y a le mur de séparation, il y a également les annexions de terrains. Il y a la confiscation de territoires supplémentaires, l'intensification de la colonisation qui transforme notre territoire en canton isolé et qui morcelle notre terre.

Tout citoyen palestinien, chrétien ou musulman a le droit, à l'instar d'autres citoyens, de jouir de sa liberté et de sa dignité, de sauvegarder ses droits civiques et ses droits publics, d'arriver au lieu de culte à Jérusalem Al Quds pour pouvoir exercer sa religion en paix, en sécurité, sans barrage et sans entrave. Notre peuple palestinien a un espoir très grand de voir les principes de la grande révolution française, la liberté, la fraternité, et la justice illuminer le territoire palestinien grâce à une application juste et globale des résolutions de la légalité internationale concernant la Palestine.

Nous avons attendu très longtemps l'application de ces résolutions internationales sur le terrain. Des résolutions ont été appliquées partout dans le monde dans un esprit de droit et de justice loin du double langage ou du double standard.

Nous vous accueillons aujourd'hui, Monsieur le Président, et cela a été une occasion pour nous d'aborder le processus de paix et le volet politique. Le processus de paix a besoin d'un encouragement pour aller de l'avant, de la part de tous nos amis. Nous avons besoin des encouragements de nos amis de la communauté internationale et, à leur tête de l'Union européenne que vous allez présider, que votre pays ami va présider, Monsieur le Président. Et, dans ce cas, nous comptons beaucoup sur le rôle de l'Europe, surtout cette Europe que vous allez présider à partir du 1er juillet. Nous voulons que l'Europe ait un rôle politique actif et efficace dans le processus de paix en plus du rôle économique que l'Europe joue déjà. Vos positions et votre initiative, Monsieur le Président, ne peuvent être exprimées et ne peuvent venir que d'un ami véritable et d'un grand dirigeant international qui a une vision claire à long terme et qui tient aux intérêts vitaux du Proche et du Moyen-Orient et de l'humanité. Vous avez fait preuve de beaucoup de courage, Monsieur le Président et cher ami, c'est là la clef de la solution. Nous avons besoin du courage dans cette région. Nous avons besoin de courage et c'est ce courage qui permet de transformer la reconnaissance de la réalité en une réalité nouvelle et en un avenir lumineux et je voudrais profiter de cette occasion pour vous remercier, remercier la France pour la construction de la zone industrielle à Bethléem.

Nous sommes dans une phase extrêmement délicate pour notre peuple palestinien. Nous avons besoin et nous espérons un soutien accru de votre part pour alléger les souffrances de notre peuple et pour pouvoir construire notre Etat. Encore une fois, je voudrais vous saluer Monsieur le Président, je voudrais vous souhaiter la bienvenue à vous, ainsi qu'à Madame SARKOZY, ici en Palestine et à Bethléem, la ville du messager de la paix. Nous aimerions vous adresser une invitation à vous-même, à Madame SARKOZY et à votre famille, à venir passer la prochaine veillée de Noël ici, avec nous, comme une seule famille qui croit au principe de la justice, de l'amour et de la paix, à l'ombre de l'église, de la basilique de la Nativité.

Soyez le bienvenu Monsieur le Président, je vous remercie de votre présence.

LE PRESIDENT - Merci Monsieur le Président. C'est la 3ème fois que je rencontre le Président Mahmoud ABBAS. Mais la première fois chez lui, en Palestine. Je voudrais dire que le Président de l'Autorité palestinienne est pour la France un homme de paix, un interlocuteur en qui nous avons confiance. C'est un homme que nous soutenons. C'est un homme au côté duquel la France se trouve. Cela ne veut pas dire que, parmi les Palestiniens, il n'y a pas d'autres forces. Mais la France discute avec les femmes et les hommes courageux qui font de la politique et non pas du terrorisme. La France discute avec les hommes de paix et pas avec les poseurs de bombes. Monsieur le Président, je l'ai dit à nos amis israéliens, on ne résoudra pas l'injustice faite au peuple juif en créant les conditions d'une injustice pour le peuple palestinien. Je suis un ami d'Israël. La sécurité d'Israël est non négociable pour la France. Mais la création d'un Etat viable, démocratique, moderne pour les Palestiniens est une priorité pour la France. La sécurité d'Israël sera d'autant mieux assurée que les Palestiniens auront un Etat. Je l'ai dit : la France demande le gel de la colonisation y compris pour Jérusalem Est. Et je le dis aussi à nos amis palestiniens : devenez des femmes et des hommes qui, comme le Président Mahmoud ABBAS, ont un engagement politique. Et séparez-vous de ceux qui pensent que la violence peut résoudre les problèmes. Le Hamas a grand tort d'agir comme il agit. On ne crée pas la paix avec le terrorisme. On ne discute pas avec les terroristes. C'est valable pour le Hamas et pour tous ceux qui se comportent de la même façon.

Si demain les choses devaient changer, alors nous en tirerions toutes les conséquences. D'ici là, nous voulons aider le Président de l'Autorité Palestinienne. Nous voulons l'aider politiquement. La France et l'Europe veulent s'engager dans le processus de paix au Moyen-Orient. D'abord parce que c'est l'intérêt des populations du Moyen-Orient, mais c'est aussi le nôtre. Le terrorisme qui frappe chez vous, la douleur chez vous, c'est du terrorisme et de la douleur chez nous aussi. L'Europe n'a pas été assez présente politiquement et je voudrais vous dire que, pour Bernard KOUCHEV, comme pour moi, c'est un grand honneur que de recevoir le 12 juillet à Paris le

KOUCHNER, comme pour moi, c'est un grand honneur que de recevoir le 13 juillet à Paris le Président de l'Autorité palestinienne avec un certain nombre de dirigeants de pays arabes et le chef du gouvernement israélien pour parler de l'Union pour la Méditerranée. Mais nous voulons nous engager économiquement à vos côtés. Je veux remercier Bernard KOUCHNER du succès de la conférence des donateurs pour la Palestine qui a permis de rassembler 7 milliards 700 millions de dollars. Il n'y aura pas de paix sans le développement économique. Je veux le dire à nos amis palestiniens. La France est l'amie du peuple palestinien. Et nous mettrons au service de la création de votre Etat la même force et le même engagement que ce que nous mettons au service de la sécurité d'Israël. Il n'y a pas 2 poids et 2 mesures. Cher Mahmoud, dans mon discours de la France, il n'y a pas 2 langages, un langage à la Knesset et un langage différent ici. Il n'y a qu'un seul langage. La France est aux côtés de ceux qui veulent la paix. Il y a eu trop de douleur ici. Il y a eu trop de malheur. J'étais très heureux avec Carla et les Ministres, les personnalités, de me rendre ici à Bethléem et de voir ce que pouvaient représenter les check points, le mur et toutes les incompréhensions. D'un côté comme de l'autre, il faut que cela cesse. Il faut que cela cesse et si la France peut aider à ce que cela s'arrête, la France le fera. La France le fera comme un ami, un vrai ami, mais un ami exigeant qui dit sa part de vérité, non pas pour donner des leçons, mais pour que chacun comprenne que vous pouvez nous faire confiance. Nous serons, dans le processus de paix, des observateurs si vous le voulez, des acteurs, si vous le souhaitez, mais toujours des femmes et des hommes qui essaieront d'être de bonne volonté. La France est prête à mettre à votre disposition la puissance de son économie, la puissance de ses finances, ses soldats, la puissance de sa diplomatie, pour que la paix vienne maintenant, pas demain, pas après-demain, maintenant.

Cher Mahmoud, je veux vous dire mon respect et mon admiration, parce que les Palestiniens ont besoin d'avoir à leur tête un homme de paix, pas un homme de guerre et je suis sûr que tout le peuple palestinien qui a tellement souffert, doit comprendre que, pour tourner le dos aux souffrances, il faut tendre la main vers la paix et non pas vers la guerre.

Merci de nous avoir reçus.

QUESTION - Monsieur le Président, hier, vous avez exposé votre vision pour résoudre le conflit israélo-palestinien à travers la création d'un Etat palestinien au côté d'Israël, un Etat sans colonie et ayant Jérusalem pour capitale. Que faites-vous pour réaliser cela ?

LE PRESIDENT - Je crois même avoir été plus loin puisque la France a apporté son soutien au projet de loi visant à indemniser les colons pour qu'ils laissent leurs maisons aux Palestiniens. Je voudrais vous dire juste une chose : ce ne sont pas les Français qui feront la paix à la place des Israéliens et des Palestiniens, ce ne sont pas les Européens, c'est vous, ce n'est personne d'autre. Personne ne fera à votre place le travail nécessaire pour assumer la paix. Que peut-on faire ? On peut vous aider à créer les conditions de la confiance.

Je suis assez fasciné de tout ce que j'entends. Chacun sait bien où se trouvent les points de compromis et chacun, même en Israël comme en Palestine, mesure à peu près où se trouve les points d'arrivée. Alors où est le problème ? Il est tout simplement dans la décision qu'il faut qu'il y en ait un qui commence à prendre des risques, sans que l'autre ne se sente immédiatement en position de faiblesse. Que peut faire l'Europe ? Peut-être jouer un rôle décisif au moment de la première décision, là où l'on engage le processus vertueux de la confiance. C'est ce processus qu'il faut engager et c'est bien à cela qu'avec la diplomatie française, nous sommes décidés d'agir. Le 13 juillet à Paris il y aura beaucoup de monde, ce sera sans doute une occasion de parler.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez évoqué le mur de séparation, il y a quelques instants. Hier devant la Knesset vous avez dit qu'il fallait revenir aux frontières de 1967. Ce mur ne les respecte pas. Est-ce qu'il faudrait détruire ce mur ?

LE PRESIDENT - Ce n'est pas à moi de dire cela et vous voyez bien, sans que personne ne le souhaite, les pièges que chaque question représente dans une région aussi sensible. Je me contenterais d'un seul commentaire. Je peux comprendre l'état d'esprit de certaines familles israéliennes qui vivent la peur au ventre et personne n'a de leçons à leur donner, parce que moi, quand je rentre chez moi, je n'ai pas peur, ni pour mes enfants, ni pour ma famille, mais je peux

comprendre. M'adressant à mes amis israéliens, je veux leur dire : croyez-vous que c'est le mur qui garantira à vie la sécurité de l'Etat d'Israël ? Personne ne peut penser cela. Ce qui garantira la pérennité et la sécurité de l'Etat d'Israël sur laquelle je me suis engagé -c'est le combat politique de toute ma vie- c'est la création d'un Etat palestinien à ses frontières, démocratique, moderne où il y aura des hommes comme Mahmoud ABBAS ou d'autres, mais des hommes comme lui qui sont portés par les urnes et non pas par les armes et où il n'y aura qu'une seule autorité pour faire régner l'autorité, l'armée palestinienne et pas les milices ou une bande de terroristes. Vous savez, je n'ai pas peur de dire les choses telles que je les pense. Quand on se comporte comme un terroriste, on est un terroriste. On ne répare pas une injustice par le terrorisme et, en même temps, on ne se protège pas par un mur. On se protège par un choix politique qui est celui de la paix. Je ne veux pas le dire aux Israéliens comme pour donner des leçons. C'est trop facile car moi, ce soir, je vais dormir à Paris. Je ne vais pas dormir ici, je ne suis pas victime de l'injustice et de la souffrance du peuple palestinien comme de l'injustice qui a été faite pendant si longtemps aux Juifs ou la souffrance que connaissent les Israéliens. Je peux simplement appeler à réfléchir. Est-ce que vous pensez qu'un mur suffit ? Je pense qu'il n'y a pas un Israélien de bonne volonté, en réfléchissant à cela, qui ne doute du bon sens de ce que je viens de vous répondre. Ce n'est ni un conseil, ni un avis, simplement un appel à la réflexion et, pour faire la paix, il faut réfléchir.

QUESTION - Monsieur le Président SARKOZY, vous avez dit qu'hier Jérusalem devait être une capitale unifiée des deux Etats. Mais la réponse de l'ami israélien a été que cette ville ne sera pas divisée. Comment voyez-vous l'avenir de la paix étant donnée cette position israélienne ?

Monsieur le Président Mahmoud ABBAS, comment pouvons-nous concilier la colonisation qui se poursuit avec l'avenir de Jérusalem. Est-ce qu'il y a une nouvelle position palestinienne quant à la poursuite des négociations bilatérales ?

LE PRESIDENT - Ce n'est pas moi qui vais vous dire que la situation est simple, mais, enfin, les frontières, les réfugiés, Jérusalem, voilà les trois questions qui se posent. Je comprends l'attachement de chacun à Jérusalem, ville trois fois Sainte, Sainte pour les Juifs, Sainte pour les Chrétiens, Sainte pour les Musulmans. Mais quelle est la richesse de Jérusalem ? C'est sa diversité. Qu'est-ce qui fait que Jérusalem est une ville à nulle autre pareille ? C'est son histoire. Quelle est l'histoire de Jérusalem ? L'histoire de la diversité. J'ai donné mon opinion et je voudrais dire combien je suis reconnaissant à la démocratie israélienne de la façon dont les représentants politiques élus du peuple israélien ont bien voulu entendre ce discours qui n'était pas si facile à prononcer.

Pensez qu'un jour, Jérusalem appartiendra à une partie, à l'exclusion de l'autre. Je ne pense pas que cela soit le chemin de la paix. Je suis suffisamment ami de l'Etat d'Israël pour avoir le droit d'affirmer cela. Mais je respecte toutes les opinions, je veux simplement me risquer à dire cela. Alors, il y a deux stratégies. Celle qui consiste à dire : Jérusalem c'est si difficile, on en parlera après. Et celle qui consiste à dire : cela fait trop longtemps que l'on parle après ou pour après, c'est maintenant qu'il faut parler.

Si la France peut aider, en affirmant qu'Israël ne sera jamais seul face à l'Iran, à la bombe atomique et face au terrorisme, je crois que tout est une question d'équilibre, que chacun doit comprendre que la paix imposera des sacrifices. Mais, entre nous, les sacrifices de la paix sont-ils plus douloureux que les sacrifices de la guerre ? Qui peut le dire ? Qui peut dire qu'aujourd'hui la situation est satisfaisante ? Qui peut penser qu'aujourd'hui cela va bien et que cela serait le changement qui créerait d'autres risques ? Je ne le pense pas. J'ai parlé comme un ami à des amis. Je livre cette réflexion. Chacun y réfléchira et je suis sûr, que dans la société israélienne aujourd'hui, il y a des débats beaucoup plus profonds et beaucoup plus libres qu'on ne l'imagine. Vous savez, en Palestine, comme en Israël, les gens en ont assez de souffrir. Il y a eu trop de souffrances.

M. MAHMOUD ABBAS - Nous ne sommes pas surpris par la position israélienne parce que nous savons très bien que nous avons nos différences. Si nous n'avions pas nos différences, nous serions parvenus à un accord, nous aurions signé un accord de paix. Mais il y a des différences,

des divergences dans les points de vue. D'un autre côté, notre position est basée sur la légalité internationale. Ce que dit, ce qu'impose la légalité internationale, nous l'acceptons en totalité. Que cela soit pour Jérusalem, pour les réfugiés, pour les frontières, pour la sécurité ou pour d'autres sujets, ni plus, ni moins. Partant de là, nous allons négocier, nous allons continuer à négocier parce que les choses ne sont pas faciles, il y a beaucoup d'obstacles. Nous devons être courageux pour pouvoir dépasser ces obstacles sur la route, pour parvenir à un avis commun, pour la paix, pour l'avenir, pour les générations futures palestiniennes et israéliennes et la paix mondiale.

Merci.